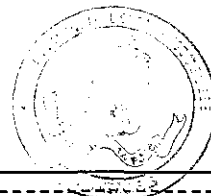


**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge***23092540***

Tribunal de l'entreprise de Liège

Division Verviers

- 6 JUL. 2023Le greffier
GreffeN° d'entreprise : **0866 833 768**

Nom

(en entier) : **CARREMENT VERT**

(en abrégé) :

Forme légale : **Société à responsabilité limitée**Adresse complète du siège : **4890 Thimister-Clermont, rue du Bac 7****Objet de l'acte : Dénomination - Transfert siège - Objet - Conversion des fonds propres indisponibles en fonds propres disponibles - Adaptation au Code des sociétés et des associations - Refonte des statuts - Demission - Nomination**

Il résulte d'un procès-verbal clôturé par le notaire Philippe Malherbe, à Eupen, le 8 juin 2023, en cours d'enregistrement, que l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée "CARREMENT VERT", ayant son siège à 4890 Thimister-Clermont, rue du Bac, 7, inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0866.833.768, a pris les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION**DEMISSION - NOMINATION**

L'assemblée générale décide de mettre fin à la fonction de gérant de Madame Catherine DOUTREPONT, NN 810628-156-68.

Est nommée au poste d'administratrice, Madame Pierrette CABRON, domiciliée Place d'Occitanie 8 à FR-11200 TOUROUZELLE

Le mandat est à durée illimitée.

DEUXIEME RESOLUTION**TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL**

L'assemblée générale décide à l'unanimité de transférer le siège de la société à 4701 Eupen (Kettenis), Aachener Strasse, 166 et de fixer ce siège hors statuts.

TROISIEME RESOLUTION**MODIFICATION DE LA DENOMINATION**

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier la dénomination sociale de « CARREMENT VERT » en « MS PRODUCTION ».

QUATRIEME RESOLUTION**MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL**

L'assemblée confirme avoir pris connaissance du rapport du nouvel administrateur relativement à la modification de l'objet social.

L'assemblée décide à l'unanimité de remplacer l'objet social actuel par les activités suivantes :

Le conseil d'entreprises en matière d'organisation technique, commerciale, administrative et financière ; le conseil en gestion d'entreprises ; l'assistance administrative et organisationnelle aux entreprises ; le conseil et l'assistance aux entreprises en matière de planification, d'organisation, de recherche du rendement, de contrôle, d'information et de gestion (code NACEBEL 70220) ; la filature de textiles et le commerce en filature (code NACEBEL 46.41101).

CINQUIEME RESOLUTION

**CONVERSION DES FONDS PROPRES INDISPONIBLES EN FONDS PROPRES DISPONIBLES
MISE EN CONFORMITE DES STATUTS (REFONTE) SUITE A L'ENTREE EN VIGUEUR DU CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS**

L'assemblée décide ensuite et conformément au prescrit légal de refondre ses statuts et de les adapter au Code des Sociétés et des Associations.

Elle décide également de convertir les fonds propres indisponibles en fonds propres disponibles.

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

En conséquence, les statuts seront désormais libellés comme suit :

ARTICLE 1

La société est formée sous la dénomination : « MS PRODUCTION », société à responsabilité limitée.

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société contiendront outre la dénomination sociale, la mention "société à responsabilité limitée" reproduite lisiblement et en toutes lettres ou les initiales "SRL", de même que la mention du numéro d'entreprise, suivi par l'abréviation RPM, suivi par l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

ARTICLE 2

Le siège social est établi en Région Wallonne.

Il pourra être transféré à tout autre endroit par simple décision de l'organe d'administration, publiée aux annexes du Moniteur Belge pour autant que cette décision de transfert n'entraîne pas un changement du régime linguistique de la société.

La société pourra également par simple décision de l'organe d'administration établir des succursales ou agences en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE 3

La société a pour objet, pour compte propre ou pour compte de tiers, en Belgique comme à l'étranger, le conseil d'entreprises en matière d'organisation technique, commerciale, administrative et financière ; le conseil en gestion d'entreprises ; l'assistance administrative et organisationnelle aux entreprises ; le conseil et l'assistance aux entreprises en matière de planification, d'organisation, de recherche du rendement, de contrôle, d'information et de gestion (code NACEBEL 70220) ; la filature de textiles et le commerce en filature (code NACEBEL 46.41101).

Elle pourra d'une façon générale accomplir toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement la réalisation.

La société pourra fusionner avec d'autres sociétés ayant pour objet des entreprises commerciales ou industrielles analogues, s'y intéresser par voie d'apport, de fusion ou de participation, de souscription, de cession ou achat d'actions, d'intervention financière ou autrement, elle pourra participer à la fondation de toutes sociétés similaires et leur céder tout ou partie de son activité.

ARTICLE 4

La société est constituée pour une durée illimitée et peut prendre des engagements pour une date dépassant celle de son éventuelle dissolution.

ARTICLE 5

En contrepartie des apports ont été créées 100 actions.

Chaque action dispose des mêmes droits à la distribution des bénéfices et du boni de liquidation.

Chaque action dispose d'une voix.

Chaque action représente un centième (1/100) de l'avoir social.

Tous les apports sont comptabilisés en fonds propres disponibles.

ARTICLE 6

Les appels de fonds sont décidés souverainement par l'organe d'administration. Tout versement appelé s'impute sur l'ensemble des actions que l'actionnaire a souscrit.

Les fonds propres de la société peuvent être augmentés ou réduits en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Dans ce cas, les actions à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie des fonds propres que représentent leurs actions et ce conformément aux dispositions légales en la matière.

ARTICLE 7

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites dans le registre des actionnaires.

Le registre peut être tenu en la forme électronique.

Les actions sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant à l'égard de la société propriétaire de cette action.

Toutefois les nu-propriétaires sont toujours représentés à l'assemblée générale des actionnaires par l'usufruitier qui exerce seul tous les pouvoirs attachés à ces actions.

ARTICLE 8

Cession de parts

Aucun actionnaire ne pourra céder ses parts entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, ou les transmettre pour cause de mort à une personne non-actionnaire, sans le consentement exprès et écrit des autres actionnaires.

L'organe d'administration s'oblige à mentionner expressément cet article dans le registre des actionnaires.

Démission à charge du patrimoine social

Les actionnaires ont le droit de démissionner de la société, pour la totalité de leurs actions, uniquement pendant les six premiers mois de l'exercice social.

La démission prend effet le dernier jour du sixième mois de l'exercice et la valeur de la part de retrait doit être payée au plus tard dans le mois qui suit, à moins qu'aucune distribution ne soit permise en application des dispositions légales relatives au maintien du patrimoine de la société.

L'actionnaire démissionnaire a droit à la valeur de l'actif net comptable tel qu'il ressort des derniers comptes annuels approuvés ; cette valeur est calculée en divisant l'actif net tel que défini à l'article 5 :142, troisième alinéa, par le nombre d'actions émises (en tenant compte, le cas échéant, de l'existence de différentes classes d'actions).

L'assemblée générale peut exclure un actionnaire pour de justes motifs ou en cas de non-libération de sa souscription régulièrement appelée. L'actionnaire dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations par écrit et suivant les mêmes modalités à l'assemblée générale, dans le mois de la communication de la proposition d'exclusion. Toute décision d'exclusion doit être motivée. L'actionnaire exclu recouvre la valeur de sa part de retrait conformément à l'alinéa 3.

Les démissions, exclusions et les modifications statutaires qui en découlent doivent être établies, avant la fin de chaque exercice, par un acte authentique.

ARTICLE 9

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non et dont les pouvoirs sont déterminés par l'assemblée ou pas.

Si l'administrateur est déterminé dans les statuts, il s'agit d'un administrateur statutaire.

L'assemblée générale qui nomme le ou les administrateurs en détermine le nombre, la durée du mandat et, dans le cas où plusieurs administrateurs sont nommés, leurs pouvoirs. A défaut de précision, la durée du mandat et les pouvoirs des administrateurs sont illimités dans le temps.

ARTICLE 10

Tant qu'il n'y a qu'un administrateur, tous les pouvoirs d'administration lui sont dévolus, avec la possibilité d'en déléguer une partie.

Si la société est administrée par plusieurs administrateurs, ou si l'assemblée générale n'a pas nommé d'organe collégial d'administration, chaque administrateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour administrer la société à l'exception de ceux dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Les mêmes règles sont d'application pour la représentation de la société à l'égard des tiers et en justice, tant en demandant qu'en défendant.

L'organe d'administration peut déléguer à toute personne des pouvoirs déterminés ou leur donner toutes procurations spéciales. L'organe d'administration fixe les modalités de cette délégation.

ARTICLE 11

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, elle doit désigner un représentant permanent personne physique pour l'exécution de son mandat et qui la représentera auprès de l'organe de gestion de la société.

Chaque administrateur dispose d'une voix.

Si une personne est nommée au sein de l'organe d'administration à titre personnel et comme représentant permanent d'une autre personne morale, elle ne disposera que d'une seule voix.

Cette limitation vaut aussi pour la représentation externe de la société en justice et dans les actes.

ARTICLE 12

Il peut être alloué aux administrateurs des indemnités fixes ou variables à prélever sur les frais généraux et dont le montant est fixé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le mandat d'administrateur peut également être exercé à titre gratuit.

ARTICLE 13

La surveillance de la société est exercée conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 14

Les actionnaires se réunissent en assemblée générale pour délibérer sur tous les objets qui intéressent la société.

Il est tenu chaque année, au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations, une assemblée ordinaire, le quatrième mardi du mois d'avril à 19 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale peut également être convoquée extraordinairement de la manière prévue par la loi chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

L'assemblée ordinaire entend le rapport de gestion et celui des commissaires, s'il y en a, et discute le bilan.

Chaque actionnaire peut voter par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix.

Dans les cas et aux conditions prévues par la loi, il peut être tenu une assemblée sous la forme digitale.

ARTICLE 15

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte des résultats ainsi que l'annexe et forment un tout. L'organe d'administration établit en outre un rapport dans lequel elle rend compte de sa gestion.

ARTICLE 16

L'excédent favorable du bilan déduction faite des frais généraux, des charges et amortissements, constitue le bénéfice net de la société.

L'assemblée générale a le pouvoir de décider de l'affectation du bénéfice et du montant des distributions, sur proposition de l'organe d'administration.

L'assemblée générale disposera du surplus à la simple majorité des voix. Chaque action donne droit à une participation égale à la répartition des bénéfices.



La distribution des bénéfices doit répondre aux prescrits des articles 5 :142 (Solvency Test) et 5 :143 (Liquidity Test) du Code des Sociétés et des Associations.

Aucune distribution ne peut être faite si l'actif net de la société est négatif ou le deviendrait à la suite d'une telle distribution. Si la société dispose de capitaux propres qui sont légalement ou statutairement indisponibles, aucune distribution ne peut être effectuée si l'actif net est inférieur au montant de ces capitaux propres indisponibles ou le deviendrait à la suite d'une telle distribution.

L'organe d'administration est autorisé à procéder, dans les limites fixées par la loi, à des distributions provenant du bénéfice de l'exercice en cours ou du bénéfice de l'exercice précédent tant que les comptes annuels de cet exercice n'ont pas été approuvés, le cas échéant réduit de la perte reportée ou majoré du bénéfice reporté.

ARTICLE 17

La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation conformément au Livre 2, titre 8 du Code des Sociétés et des associations.

A défaut d'avoir nommé des liquidateurs, les administrateurs en poste au moment de la mise en liquidation de la société seront considérés comme les liquidateurs.

Après apurement de toutes les dettes et charges, et des frais de liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré non amorti des actions.

Le surplus disponible est réparti entre tous les actionnaires, suivant le nombre de leurs actions.

ARTICLE 18

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire ou administrateur, domicilié à l'étranger, élit domicile au siège de la société où toutes communications, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

ARTICLE 19

Les dispositions du code des sociétés et des associations auxquelles il n'est ici expressément dérogé sont et restent d'application comme si elles étaient écrites dans les statuts.

Les clauses statutaires qui contreviendraient au prescrit impératif du code des sociétés et associations sont réputées non écrites.

Pour extrait analytique

Fait à Eupen, le 8 juin 2023

Déposé en même temps : une expédition de l'acte, les statuts coordonnés